

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

4,1 millions d'euros pour moderniser l'administration

En plus de trois autres secteurs, le département des Travaux publics a bénéficié d'un projet de modernisation de son administration par le biais du programme AMECO financé par l'Union européenne. Le montant du projet pour les secteurs concernés par des opérations pilotes s'élève à 20 millions d'euros dont 4,1 millions consacrés aux travaux publics.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant ce jeudi en marge d'une journée d'étude consacrée au programme de modernisation du secteur des travaux publics, le premier responsable de ce département a déclaré que les

opérations de modernisation cibleront en premier lieu les départements des finances, de l'administration et des ressources humaines. «85 experts ont encadré l'opération», a annoncé le ministre lors de son intervention. Il a noté par ailleurs qu'un référentiel des ressources humaines a été établi dans le cadre du projet de modernisation et que les promotions notamment, seront établies selon des critères bien définis et selon les capacités des cadres du secteur.

Le programme, selon les responsables du département ministériel, a été dicté par la nécessité de réaliser les schémas directeurs sectoriels et les grands projets du secteur tels que l'autoroute Est-Ouest et les ports et aéroports. Ces derniers se sont vu allouer d'importantes enveloppes financières.

«Il était nécessaire donc que la capacité institutionnelle du ministère des Travaux publics soit mise à niveau pour assurer la gestion de la densité et l'accélération des volumes d'investissements», expliquent les intervenants. Dans cette optique, le



Photo : Samir Sid

Amar Ghoul satisfait des résultats du programme AMECO.

ministère des Travaux publics a intégré le programme AMECO relatif à l'appui au management de l'économie. Ce dernier a été lancé en juin 2007 au profit de quatre départements ceux de la prospective et des statistiques, des finances, des travaux publics et de l'Office national des statistiques. Il vise selon ses initiateurs «l'amélioration de l'information économique et à contribuer à faciliter la prise de décision à moyen terme en matière de conception et de mise en œuvre de politiques macro économiques sectorielles et régionales». Ceci

alors que deux objectifs principaux encadrent le programme. «Il s'agit du développement du système de collecte ainsi que l'analyse et la modélisation des données statistiques», expliquent les experts.

Le séminaire organisé ce jeudi a permis de présenter les résultats

des activités entreprises au département des travaux publics et les rapprocher des objectifs fixés par le programme AMECO. Pour sa part, Amar Ghoul a estimé que les résultats obtenus par le biais du programme sont satisfaisants.

F.-Z. B.

OBTENTION DES BREVETS D'INVENTION L'allègement des charges à l'étude

Un projet d'allègement des charges d'obtention d'un brevet d'invention est à l'étude au niveau du ministère de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'investissement (MIPPI). Selon le directeur de la division innovation de ce ministère, Mohamed Hannache, le MIPPI examine «les solutions les plus adéquates» pour répondre aux préoccupations des inventeurs algériens, dans la mesure où les droits de dépôt de demande de brevet d'invention à l'international sont coûteux.

Ainsi, l'Etat pourrait couvrir une partie ou la totalité de ces charges, les frais versés aux instances internationales concernées avoisinant les 60 000 dinars pour la personne physique et 340 000 dinars pour la personne morale, selon le directeur des brevets à l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), Mohamed-Amine Hadjouti. Justement, cette problématique avait été abordée lors du premier Salon national de l'innovation, ouvert les 6 et 7 décembre derniers au Palais des expositions (Pins-Maritimes) et marqué par la célébration de la Journée nationale de l'innovation. A cette occasion, le prix national de l'innovation pour les petites et moyennes entreprises avait été attribué, mercredi soir en présence de plusieurs membres du gouvernement dont le MIPPI, Mohamed Benmeradi, au Groupement de l'ouest de maintenance industrielle (GOMI) pour le développement et la fabrication d'outils industriels sophistiqués. Une récompense qui permettra, selon le DG de GOMI, Habib Ghaffour, à cette entreprise de conforter sa place sur le marché national mais aussi chercher à se placer sur le marché africain des outils et équipements industriels. Deux autres prix ont été attribués à l'entreprise Inotis, une entreprise privée innovante dans la fabrication des tissus non tissés, et à la société Meditool, spécialisée dans la fabrication d'équipements de travaux publics et de géotechnique.

En outre, quatre inventeurs ont également reçu des récompenses pour leurs inventions dans le domaine de l'énergie domestique et de l'agriculture.

C. B.

LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE Un système GPS pour les réalisations des travaux publics

Intervenant en marge du séminaire sur la modernisation du secteur, le ministre des Travaux publics Amar Ghoul, a indiqué qu'en vue de l'opération de localisation géographique, un système GPS sera mis au point au profit de toutes les réalisations du secteur. Il s'agit notamment des routes et des différents ouvrages localisés sur tout le territoire national.

Selon le ministre, le projet vise à assurer, à travers cette opération, le suivi des 7 000 projets en réalisation, à distance et à partir de l'administration centrale.

F.-Z. B.

EN VUE DE FORMER SES EFFECTIFS Le secteur des travaux publics se dotera de trois nouvelles écoles

Selon le ministre des Travaux publics, le secteur se dotera de trois nouvelles écoles en vue d'étoffer son potentiel en ressources humaines et en main d'œuvre qualifiée. Il s'agit, selon Amar Ghoul, de bénéficier à travers ces projets d'un vivier de spécialistes qui viendront répondre aux besoins exprimés lors de la réalisation des projets du secteur.

La première école sera consacrée à la post-graduation dans les technologies nouvelles pour un diplôme de doctorat. L'infrastructure sera réalisée dans la cité nouvelle de Sidi Abdallah.

La deuxième école sera celle des métiers ou celle de la main-d'œuvre qualifiée qui, selon le ministre, fait cruellement défaut dans le secteur. Il s'agira de l'école des métiers des travaux publics.

Enfin, il sera réalisé un centre national pour la formation pour l'expertise et la qualité des travaux. Les textes concernant ces écoles sont déjà prêts, selon le ministre.

F.-Z. B.

ÉNERGIE SOLAIRE

Sonelgaz et la société Desertec développent leur coopération

Le groupe Sonelgaz et l'Initiative industrielle Desertec (DII) ont signé, hier, à Bruxelles, un accord de coopération et collaboration future.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Conclu en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, et du commissaire européen chargé de l'Energie, Günther Oettinger, cet accord vise à renforcer l'échange d'expertise technique, examiner les voies et moyens d'accès aux marchés extérieurs et promouvoir le développement des énergies renouvelables en Algérie et à l'international. Il est notamment

question de coopération industrielle en matière de R & D dans la fabrication, installation et exploitation des énergies renouvelables, notamment solaire, l'Algérie bénéficiant de conditions exceptionnelles pour la production de l'électricité solaire, avec une moyenne annuelle d'ensoleillement qui la place comme un site de premier choix en Afrique du Nord.

Et dans le contexte où un programme a été lancé en vue

de générer 40% de l'électricité consommable à l'horizon 2030 à partir du renouvelable, grâce à la production de 22 gigawatts d'électricité dont 10 gigaWatts seront destinés à l'exportation. Et d'autant que, selon le P-dg de Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, que l'engagement dans une nouvelle ère énergétique durable nécessite des partenariats et des investissements dans l'industrialisation de la filière et le développement du génie local.

Cet accord ponctue en fait plusieurs mois de discussions entre Sonelgaz et la société DII,

formée de 56 partenaires issus de 15 pays, pilotée par des entreprises allemandes et engagée dans la création d'un marché du renouvelable à partir de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient d'ici 2050.

Des discussions marquées par une position officielle enfin conciliante malgré une certaine réserve de la partie algérienne, notamment Sonelgaz, soucieuse au demeurant de préserver l'intérêt national, les deniers publics fondamentalement, et de promouvoir un marché local du renouvelable dont le solaire.

C. B.